



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

10-04-2016

A propos du syndicalisme en France (2^{ème} partie)

A la veille du 51ème congrès de la CGT, ce texte (qui fait suite à celui de la semaine dernière) rappelle l'opinion de notre parti sur le syndicalisme dont les travailleurs français ont besoin.

À l'attaque globale contre les salariés il faut opposer une réponse globale

L'union des salariés autour des revendications fait peur au patronat. Il déploie d'énormes efforts de propagande et multiplie les manœuvres pour qu'elle ne se réalise pas.

Dans le syndicalisme lui-même, il y a tous ceux qui s'opposent à ce que l'action unie contre le capitalisme se développe. La voie du « dialogue social » avec le patronat et le gouvernement, choisie par l'ensemble des centrales syndicales en est l'illustration. La notion de « partage » ou « meilleure répartition des richesses » laisse entendre que le capital doit être rémunéré, qu'il serait aujourd'hui trop gourmand, partager serait alors plus « convenable ». On est en plein dans la gestion du capital, on est loin de la contradiction capital-travail dont les intérêts ne sont pas conciliables. Rappelons que l'ensemble des richesses est créé uniquement par le travail. Elles doivent donc revenir en totalité aux travailleurs pour satisfaire l'ensemble des besoins économiques et sociaux. Mais pour cela, il faut par la lutte, que les travailleurs s'approprient les moyens de

production et d'échange sans aucun compromis avec le capital, qu'ils en assurent la gestion.

Aujourd'hui dans le syndicalisme français on parle de « syndicalisme rassemblé ». Rassemblé pour quoi faire ? Pour lutter résolument contre le patronat ou au contraire pour cautionner sa politique ? Comment justifier un « syndicalisme rassemblé » avec des organisations syndicales, en particulier la CFDT dont le niveau de compromission est total, qui signent avec le patronat des accords au rabais remettant en cause les acquis antérieurs et qui capitulent devant les représentants du Medef ?

Proposer de se rassembler sur une base de recul social c'est illusoire et très dangereux.

Cette union-là est dirigée contre les intérêts des salariés, elle fait le jeu du patronat. C'est un piège dirigé contre les travailleurs.

L'existence et le développement d'un syndicalisme de classe sont indispensables pour que l'union se réalise dans la lutte des travailleurs contre le patronat.

C'est aussi pour cela que le syndicalisme de classe est attaqué. Les idées réformistes ont encore gagné du terrain. Aujourd'hui le syndicalisme de classe doit affronter et faire face à de nombreuses tentatives de dévoiement externes à l'organisation, mais aussi internes à l'organisation elle-même. Déjouer ces manœuvres de tous bords qui se développent aujourd'hui, exige l'intervention des syndiqués et des salariés.

Français – immigrés même combat.

« Prolétaires de tous pays unissez-vous ».

Dès sa création, le syndicalisme de classe a fait sien ce mot d'ordre. La solidarité de classe contre le capitalisme concerne les travailleurs du monde entier. Les travailleurs de tous les pays sont unis par leur lutte contre l'exploitation capitaliste.

En France, la solidarité français – immigrés n'est pas un vain mot. Elle s'est construite dans les luttes sociales et anti impérialistes. Travailleurs immigrés et français ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. Le syndicalisme doit s'opposer à toutes les tentatives de division, il doit s'opposer à toutes les discriminations, à toute forme de racisme.

Combattre l'Europe capitaliste.

Ce grand ensemble économique et politique capitaliste se développe et se structure, l'Europe a été construite pour cela.

Le patronat pousse à l'intégration européenne dont il attend un renforcement du capitalisme. Avec le nivellement par le bas des

salaires et des législations sociales, la casse des acquis et des statuts, il espère faire baisser ce qu'il appelle « le coût du travail ». Avec la fin des monopoles publics et la généralisation des privatisations, il veut encore accroître ses profits. C'est dans cette Europe que la part des salaires dans la valeur ajoutée a le plus baissé.

Le patronat européen veut un syndicalisme de collaboration de classe dans cette partie du monde capitaliste comme celui qui existe dans la presque totalité des pays concernés. Dans la plupart des pays européens, les organisations syndicales sont membres des partis sociaux-démocrates. Ils sont membres de cette social-démocratie qui sert en toutes circonstances la politique du patronat. Des « pactes sociaux » sont conclus associant les syndicats au recul du pouvoir d'achat des salariés, à l'abaissement du prix de la force de travail. Ces renoncements encouragent les gouvernements d'Europe à chercher des compromis nationaux sur la base d'une limitation des exigences sociales et d'une régression des droits acquis.

Toutes les grandes centrales syndicales françaises sont adhérentes à la confédération européenne des syndicats (CES) dont le but est d'intégrer le syndicalisme européen aux objectifs du capital.

Ce n'est pas de ce syndicalisme dont les salariés ont besoin. Ils ont besoin d'un syndicalisme qui à l'échelle européenne et internationale lutte résolument contre le patronat et les grandes multinationales.

Ils ont besoin d'un syndicalisme qui défende en toutes circonstances les revendications des salariés, ce qui n'est évidemment pas le cas avec la CES.

Les travailleurs d'Europe ont besoin de lutter ensemble contre l'Europe capitaliste, c'est l'Europe de leurs ennemis de classe.

En Europe comme en France, il n'y a pas d'issue positive pour les salariés en dehors de la lutte contre le capital.

Pour un syndicalisme indépendant.

Un syndicalisme de classe doit être indépendant. Il doit être indépendant du patronat et du Medef. Il doit être indépendant des gouvernements quels qu'ils soient. Il doit être indépendant de tous les partis et organisations politiques sans exception. De plus en plus souvent, les centrales syndicales, y compris la CGT, appellent ouvertement à voter pour tel ou tel candidat aux élections, ce fut le cas aux présidentielles en 2002 pour « faire barrage au Front

National » et en 2012 pour « Chasser Sarkozy », en aucun cas il n'était question de combattre le capital.

Le syndicalisme doit être uniquement guidé par l'intérêt des travailleurs.

Dans leur lutte, ceux-ci se heurtent à la politique du patronat et à tout l'appareil d'état. Par conséquent, le syndicalisme est amené à prendre position sur toutes les questions.

Pas de questions interdites, pas de questions « réservées ». Il doit exprimer son point de vue de classe sur toutes les questions qui concernent les salariés, l'exploitation des travailleurs par le capital.

Au premier chef, les salariés sont concernés par la politique du patronat, par les décisions politiques du gouvernement, par les positions des partis et organisations politiques.

Le patronat et les gouvernements serviteurs disposent de tous les grands médias. Ils les utilisent pour affirmer qu'il n'y a pas d'autre politique possible que la leur. C'est la « pensée officielle » qu'ils voudraient unique qui domine aujourd'hui. Les uns et les autres veulent imposer l'alignement sur cette « pensée officielle ». Pour eux, le syndicalisme ne devrait être qu'un instrument au service de leur politique. Ils n'acceptent pas le syndicalisme indépendant. Ils culpabilisent les travailleurs qui luttent, l'action revendicative devient un délit. La multiplication de condamnations de militants syndicaux qui vont jusqu'à des peines de prison ferme, la restriction des libertés publiques et démocratiques pour museler, intimider les travailleurs dans leur volonté de lutter en est l'illustration. Il faut engager résolument la lutte pour les revendications et les libertés syndicales en même temps car les revendications n'existent pas sans libertés syndicales.

Indépendant mais pas neutre.

Le syndicalisme dont les travailleurs ont besoin se doit d'éclairer la situation par des prises de position politiques.

Il doit dire ce qu'il pense de la politique du pouvoir qui dirige la France, les décisions qu'il prend, des objectifs qu'il poursuit.

Pour qui travaille le gouvernement actuel dit « de gauche », pour le patronat ou pour le peuple ?

Un syndicalisme de classe se doit de prendre position clairement et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Il se doit de porter un jugement sur le comportement de toutes les forces politiques.

Le syndicalisme dont les travailleurs ont besoin se doit d'être au service des travailleurs dans leur lutte contre le patronat et contre tous ceux qui le servent. Il se doit de

lutter pour abattre le capitalisme, incapable de résoudre les problèmes humains, lutter pour changer de société.

Le syndicalisme, la paix, la solidarité internationale

Le capitalisme mondial avec à sa tête les États-Unis se comporte comme le gendarme du monde. Les conflits armés qu'il organise font des millions de victimes. Tous ces conflits, sans exception, sont menés pour asseoir la domination du capitalisme sur l'ensemble de la planète, exploiter les peuples, contrôler les sources d'approvisionnement, les marchés mondiaux. Pour imposer de force sa domination, l'impérialisme pille des pays entiers, déclenche des guerres, foule aux pieds l'indépendance des nations et des peuples. Un syndicalisme de classe se doit de défendre la paix et l'indépendance des peuples contre l'agresseur partout où elles sont menacées.

Depuis la disparition de l'URSS, le capitalisme domine pratiquement le monde entier. L'exploitation des travailleurs et des peuples atteint des proportions jamais connues.

Fidèle à sa tradition, le syndicalisme réformiste de collaboration de classe compose avec le patronat. C'est ce qu'il appelle « s'adapter au nouvel environnement économique et social ».

D'adaptation en adaptation, de compromission en compromission, ou allons-nous ?

Voyons à quel point le capitalisme exploite les peuples d'Afrique, d'Asie, du proche et du Moyen-Orient, d'Amérique du Sud qui représentent les deux tiers de la population du globe ! La seule limite que les capitalistes connaissent c'est la force et la résistance que les salariés et les peuples leur opposent.

En France, l'existence même du syndicalisme de classe est menacée.

Confrontés aux dures réalités, les salariés ressentent de plus en plus les effets de la politique du capital.

Des luttes se développent. Les exigences revendicatives grandissent sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les acquis, les retraites... Les revendications se heurtent de plus en plus fortement au patronat, au gouvernement. Elles se heurtent de plus en plus à toutes les formes de réformisme, aux nombreuses variantes de la social-démocratie. Pour réaliser leurs objectifs, patronat et pouvoir veulent la liquidation du syndicalisme de classe dans notre pays. S'ils parvenaient à leur fin, les conséquences seraient désastreuses pour les salariés et pour le peuple. Il ne faut pas les laisser faire.

Démocratie, synonyme d'efficacité.

Le syndicalisme de classe est indispensable aux salariés. Il doit être leur expression, l'expression de leurs besoins, de leurs revendications, il doit leur appartenir. Les syndiqués doivent occuper toute leur place dans l'organisation syndicale. Pas de réflexion, pas de décision qui ne soient l'émanation des syndiqués. Pas de dirigeants qui se soustraient au contrôle des adhérents. La démocratie syndicale, c'est cela.

Face à cette offensive pour casser le syndicat révolutionnaire, des forces importantes agissent.

Partout des syndiqués, des responsables syndicaux à tous les niveaux ne sont pas disposés à accepter cela. Nombreux sont les membres de la CGT qui ressentent le besoin de conserver et de développer le syndicalisme de classe et de masse. Avec eux, des centaines de milliers de salariés luttent contre le capital. C'est sur cela que le syndicalisme révolutionnaire doit s'appuyer pour que grandisse l'exigence d'un syndicalisme de classe.

Son existence et son renforcement dépendent du niveau des luttes et du poids que pèseront les syndiqués et les travailleurs.

C'est vers celles et ceux qui luttent que nous apportons toute notre aide et notre soutien. La lutte unie, déterminée, permanente contre le capital et ses serviteurs est la seule voie qui permettra de satisfaire les besoins sociaux.

Vous connaissez maintenant notre opinion nous souhaitons connaître la vôtre, en débattre avec vous. Le syndicalisme de classe doit se développer partout sur le lieu d'exploitation qu'est l'entreprise. Qu'en pensez-vous ?